

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 588 - 7 octobre 1993 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

• Souscription	2	• Manifestation des élus	6
• Aéronautique	3	• 21 ^e Congrès CGT navale	7
• Hommage aux otages	3-4 5	• Le logement et la CGT	8

RASSEMBLER POUR QUE LA RIPOSTE SOIT A LA HAUTEUR DES COUPS PORTÉS

La majorité à l'Assemblée Nationale a voté le plan quinquennal dit « sur l'emploi » présenté par Edouard BALLADUR et le ministre du travail.

Un recul social d'une ampleur inégalée vient d'être franchi par la majorité du Parlement, sous les applaudissements des patrons. François PERIGOT le premier d'entre eux, ne déclarait-il pas le 4 octobre à OUEST-FRANCE « J'ai la satisfaction de constater que les grandes orientations prises par le gouvernement correspondent à ce que nous avons inlassablement répété depuis longtemps » pour conclure « le succès de nos thèses nous impose un comportement responsable ».

Ce plan quinquennal n'est pas à la poursuite d'une mauvaise politique de l'emploi que nous avons connue depuis 10 ans. C'est un acharnement contre tous les acquis collectifs, c'est une véritable entreprise de destructuration de ce qui fait aujourd'hui notre société.

C'est : dès 14 ans chez les patrons, même le dimanche.

Alors que sur les écrans de cinéma sort ce magnifique film *GERMINAL* qui reprend le roman de Zola, nous sommes en droit de nous interroger sur la progression sociale que veut nous imposer le gouvernement Balladur et les conséquences qu'elle aura sur notre pays.

Où sont les fruits des progrès techniques et technologiques, quand on propose plus de précarité, plus de flexibilité, la mise en miettes du Code du travail. Ce retour en arrière, ce n'est pas la fatalité mais bien la mise en œuvre d'une politique tournée vers l'argent, le profit et la spéculation au détriment de l'homme.

Durant tous les débats à l'Assemblée Nationale, les députés communistes ont vivement combattu ces reculs de société contenus dans cette loi quinquennale.

Ce ne seront pas le travail du dimanche, la suppression de la notion d'heures supplémentaires, l'annualisation du temps de travail, l'apprentissage dès 14 ans, l'allègement du coût du travail et autres, qui modifieront la situation de l'emploi. Au contraire. Seule une politique qui prenne en compte les besoins des hommes, peut permettre de le faire.

Sous l'impulsion des organisations syndicales, se dessinent aujourd'hui des mouvements sociaux qui prennent du corps et de la force. Dans les entreprises, à l'exemple des cheminots ou de Saunier Duval, les salariés commencent à dépasser le stade du refus pour s'engager dans celui de l'action.

Il est urgent que se rassemblent massivement toutes celles et tous ceux qui souffrent, subissent et refusent cette politique.

Les rencontres qui se sont déroulées au plus haut niveau entre les organisations syndicales de salariés, vont dans ce sens et répondent à une exigence de masse.

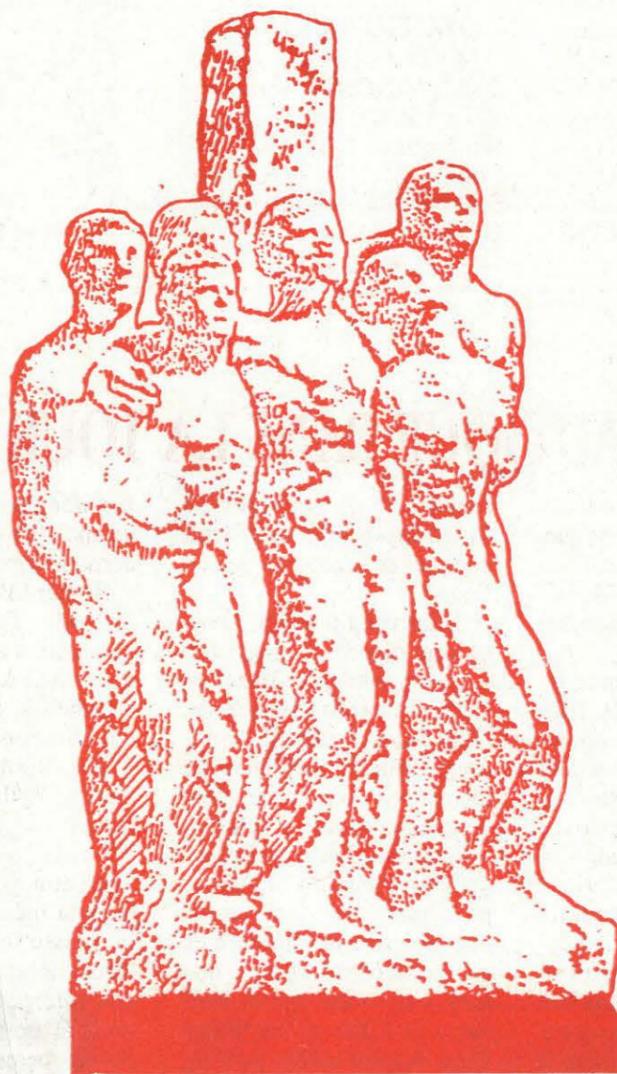
Les décisions prises sur notre département pour le 12 octobre ouvrent des perspectives nouvelles d'opposition à cette politique de droite dans lesquelles chacun doit pouvoir se retrouver afin de donner une riposte du monde du travail à la hauteur des attaques portées.

Les communistes, quant à eux, feront tout pour assurer le succès des manifestations et appellent à y participer massivement.

Yannick CHENEAU

LE 22 OCTOBRE 1941

CHATEAUBRIANT - NANTES - MONT-VALERIEN
50 OTAGES TOMBAIENT SOUS LES BALLES NAZIES
HOMMAGE, A CHATEAUBRIANT, LE 17 OCTOBRE



UNE CÉRÉMONIE SE DÉROULERA ÉGALEMENT
AU MONUMENT DES 50 OTAGES A NANTES
LE 21 OCTOBRE A 18 H

ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU
SOUVENIR DES FUSILLÉS DE CHATEAUBRIANT ET NANTES
ET L'ASSOCIATION DES FAMILLES DES FUSILLÉS
DE NANTES ET PARIS

SOUSCRIPTION LÉGISLATIVES

SECTION DE SAINT-NAZAIRE

MARCHAND Jean : 100 ; SHADI Mohamed : 500 F ; ROCHER Gabriel : 200 F ; MERAND Paulette : 100 F ; ADVENARD Louis : 200 F ; LE THIEC Marie-Thérèse : 200 F ; M. et Mme MAHE Pierre, 1100 F ; M. et Mme BAUDOIN Victor : 200 F ; BOUILLARD Roger : 200 F ; M. et Mme MINIER Roger : 200 F ; VALEYRE Maurice : 100 F ; BOURDY Robert : 50 F ; BIZEUL, 10 F ; RAULT René, 500 F ; M. et Mme ESTASSE : 50 F ; CARLIER Etienne : 100 F ; LEPERON René : 100 F ; PABOIS René : 100 F ; Meignen : 100 F ; BELLANGER Mariannick : 50 F ; LECOQ Isabelle : 50 F ; GUILLAUME Georgette : 100 F ; Christel Yannick : 30 F ; TOUGNAUD Yvon : 100 F ; GOUJON Jean : 100 F ; OHEIX : 200 F ; EN COLLECTE : 70 F ; VAN STEELANDT Monique : 150 F ; LE GAL Isabelle : 50 F ; ROCHER Mireille : 200 F ; ANTOINE Régis : 400 F ; GON-

ZALES Pédro : 200 F ; PATRON Jo : 300 F ; PRUD'HOMME Alain : 50 F ; Anonyme : 400 F ; MAILLARD Roger : 300 F ; M. LE DEAN Michel : 200 F ; GOURET Juliette : 50 F ; CHIFFOLEAU Denise : 40 F ; MORAND Béatrice : 350 F ; PABOIS Raymond : 100 F ; NICOLAS Aline : 10 F ; CARLIER Etienne : 100 F ; LE BIGOT Alex : 100 F ; M. et Mme SACCANI Mirco : 200 F ; AUTIER Colette : 200 F ; LEGARFF Jean : 94 F ; EGAULT Henri : 100 F ; LEMOINE Joseph : 100 F ; GUIMARD Marie : 100 F ; ROYER Nelly : 100 F ; BUCHOU Jean-Luc : 150 F ; CELLULE DOLMEN : 500 F ; Lucien OHEIX : 200 F ; Anonyme : 160 F.

SECTION BRIÈRE

MARCHAND Guy : 50 F ; VINCHES Yannick : 100 F ; ROLLAND Robert : 100 F ; LE CORRE Jean-Louis : 200 F ; BOURHIS Paulette : 100 F ; Aoustin Honoré : 250 F ; CHER-

RIER Maurice : 100 F ; Cellule de DONGES : 200 F ; CHIABERGE Huguette : 200 F ; Anonyme : 100 F ; MESTRIC : 300 F ; Aoustin Maud : 250 F ; Henri MARTIN : 200 F ; Raymonde GUIOT : 200 F ; Michèle PICAUD, 500 F.

AUTRES

SCHROEDER Georges (Séverac) : 100 F ; P. EON (Savenay) : 10 timbres poste ; GROLLIER Jean (La Montagne) : 200 F.

SECTION REZE/SUD LOIRE

Dons des cellules : Rouans 500 F.

Andrée CARTEAU, vétéran 500 F (législatives partielles de la 8^e circonscription) ; Germaine CHAUMONT vétéran : 200 F ; Vincent LUCAS : 200 F.

PRESQU'ILE GUÉRANDAISE

Yvonne NOBLET : 100 F.

VAL DE LOIRE

Alex RABOUIN, 100 F.

GATT L'AÉRONAUTIQUE DANS LA TOURMENTE

Les patrons de l'aéronautique en Europe craignent que, dans les négociations difficiles du GATT, les USA exigent une nouvelle baisse des aides publiques.

Les grands avionneurs européens sont inquiets. Face au conflit CEE-USA concernant l'agriculture (pré-accord de Blair House) au sein de GATT, les partenaires d'Airbus-Industrie craignent que le volet aéronautique devienne une monnaie d'échange. On sait qu'à Washington, Mickey Kantor, l'homme de confiance de Bill Clinton pour les affaires commerciales, n'a pas hésité à détourner la discussion sur l'agriculture pour, notamment, parler du dossier aéronautique. Et, à cet égard, on sait aussi combien l'interlocuteur américain s'est avéré satisfait. Une réaction qui a sans doute mis la puce à l'oreille des constructeurs européens. Autre signe d'inquiétude : la pression exercée outre-Atlantique pour boucler le plus rapidement

possible et de façon globale l'Uruguay Round sans tenir compte des accords spécifiques.

S'adressant à leur gouvernement respectif, mais aussi à la commission de Bruxelles, Louis Gallois, d'Aérospatiale, Dick Evans, de British Aerospace, et Jürgen Schrempp, de Deutsche Aerospace, ont donc tenu, mardi, à éclaircir la situation. Les trois principaux partenaires d'Airbus précisent qu'en aucun cas ils n'accepteront de remettre en cause l'accord obtenu - non sans mal - en juillet 1992 entre la CEE et les Etats-Unis. Accord sévère qui fixe, en effet, les règles de subventions publiques pour les grands avionneurs européens. A savoir : 33 % donc à la CEE et aux Etats membres « de réaffirmer leur engagement à l'égard d'un accord sectoriel pour l'aviation civile, distinct du Code des subventions qui doit être inclus dans le paquet final de l'Uruguay Round du GATT, et de rejeter toute proposition

inspirée par les Etats-Unis visant à étouffer l'industrie aéronautique européenne ».

Bernard Bosson, le ministre des Transports, s'est empressé d'apaiser les craintes d'Aérospatiale. L'Etat, affirme-t-il, jouera son rôle et défendra son industrie. Facile à dire. Reste que le gouvernement Balladur compte bel et bien « vendre » son industrie à des investisseurs privés, voire étrangers. Reste aussi dans la même logique - que la baisse conséquente des aides publiques, déjà imposée aux Européens par les USA en 1992, porte un coup dur au développement des programmes aéronautiques. Comme chacun sait, Airbus, aujourd'hui premier rival de Boeing, n'a pu grandir que grâce, justement, à son système d'avances remboursables donnant ainsi les moyens à un formidable savoir-faire humain. En attendant leurs attaques contre les aides publiques, les Etats-Unis ont bien l'intention de couper les ailes à Airbus.

LES PAYS DE LOIRE



UNE RÉGION A VIVRE ENSEMBLE

SAMEDI 9 OCTOBRE

14 H 30

salle de la Manufacture
Boulevard Stalingrad

NANTES
RENCONTRES
REGIONALES

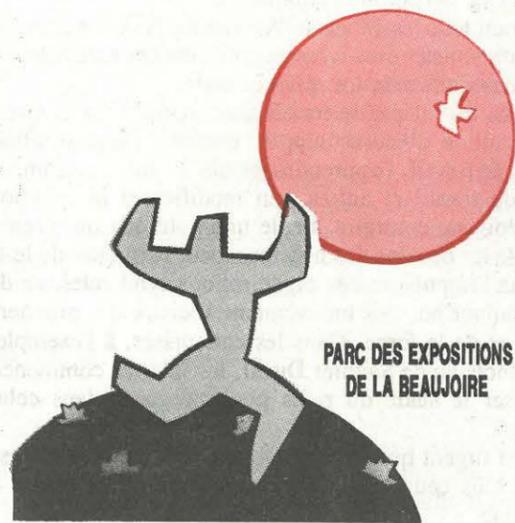
organisées par le Comité Régional du PCF
des Pays de la Loire

Présidence : Jackie HOFFMANN
dirigeante nationale du P.C.F.

FÊTE DE NANTES

SAMEDI ET DIMANCHE
20 et 21 NOVEMBRE

1993



ILS NOUS ONT QUITTÉS

- Le camarade André Montreuil de la section de Châteaubriant.
 - La mère de notre camarade Danièle Lellouche de la section St-Herblain Gèvre et Cens.
 - Notre camarade Evelyne Boyard de la section de St-Nazaire.
- La rédaction des « Nouvelles », la Fédération partagent la douleur de leurs proches et leur témoignent toute leur sympathie.

LE 22 OCTOBRE 1941

à

CHATEAUBRIANT

27 patriotes tombaient
sous les balles des nazis.

Ils aimaient la vie.

"Gardons nos rires et nos chants"

52ème ANNIVERSAIRE
Dimanche 17 octobre 1993
à Châteaubriant

9 h 30 Cérémonie de la Blisière devant la stèle.
14 h Départ du cortège à l'angle Bd Fernand Grenier
au rond point, sur la route de la carrière.

Cérémonie sous la présidence de Maurice NILES
Président de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé.

Martine BURON Maire de Châteaubriant,
Député Européen

Francis WURTZ Secrétaire du Comité Central du PCF,
Député Européen

Jean GRAZON Membre du bureau national de l'A.N.A.C.R.
rendront hommage à la Résistance Française.

"Gardons nos rires et nos chants"

Évocation musicale écrite, conçue et réalisée
par Jacques Mignot

avec
Mouloudji

accompagné à l'accordéon

par

Claude Thomain

avec le groupe

Musique Vivante En Bretagne

Gilles GRALL - Mona JAOUEN
Serge LECLANCHE - Patrice PAICHÉREAU
Yvonne ROSMADE - Guillaume SAINT-JAMES

avec la participation théâtrale de
la compagnie Jacques Mignot

COURSE DU SOUVENIR

27 jeunes CASTELBRIANTAIS partiront du camp de CHOISEL
et 9 autres de la BLISIÈRE. Ils se retrouveront dans la carrière
porteurs de flambeaux symbolisant le trajet des fusillés de ces
deux hauts lieux de la RÉSISTANCE FRANÇAISE.

AMICALE DE CHATEAUBRIANT VOVES ROUILLÉ ET COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU SOUVENIR

ART FLORAL

FRANCE - FLEURS

Mme Chaplais

23, rue Aristide-Briand
CHATEAUBRIANT
Tél 40.28.08.77

11, place de la Motte
Tél. 40.81.23.43

INTERFLORA

RESTAURANT HOTEL DE LA FERRIÈRE

*** N N

Route de Nantes
CHATEAUBRIANT
Tél. 40.28.00.28

dans un parc boisé
à 2 Km du centre-ville

REPAS A PARTIR DE 110 F

Télex 70 353 - Fax 40.28.29.21
BANQUETS - CONGRÈS - MARIAGES
SALLE DE 200 PLACES
25 CHAMBRES



Le Saint-Hubert

RESTAURANT • BAR • TABAC

Repas d'affaires - de famille - buffet
OUVERT TOUS LES JOURS

Route d'Angers - La Touche d'Erbray
44110 Châteaubriant

HÔTEL N.N.

40.55.08.37



LE PARTENAIRE DE VOS DÉPLACEMENTS
EN GROUPE ET EN INDIVIDUELS



TOUS VOYAGES EN AUTOCARS DE TOURISME ET GRAND TOURISME
CONSULTEZ-NOUS ET DEMANDEZ NOS CATALOGUES

34, rue de la Marseillaise
44028 NANTES Cedex
Tél. 40.43.22.85

2, avenue des Sableaux - Place Basle
44250 SAINT BREVIN LES PINS
Tél. 40.39.02.30

303 bis, Avenue de Lattre-de-Tassigny
44500 LA BAULE
Tél. 40.60.87.00



COUVERTURE - ZINGUERIE
ISOLATION - BARDAGE
DEMOUSSAGE TOITURE

DESMARS Alain

Le Jardin d'Eden
6, allée des Clématites
44600 ST NAZAIRE
Tél. 40.70.49.51

Atelier à TRIGNAC (44570)
14, Chemin de la Petite Ville

LE 22 OCTOBRE 1941, CHATEAUBRIANT, 27 PATR HOMMAGE AUX MARTYRS DE CHATEAUBRIANT,

Francis Wurtz, membre du Bureau politique du PCF et député européen prendra la parole le dimanche 17 octobre à Châteaubriant pour le 52^e anniversaire des fusillades. Il a bien voulu répondre aux questions des « Nouvelles de Loire-Atlantique »



Francis Wurtz

Francis Wurtz, c'est la première fois que vous venez prendre la parole dans la carrière des fusillés de Châteaubriant. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Francis Wurtz : Un honneur. Les martyrs de Châteaubriant constituent une référence dans l'histoire de notre peuple. Moi qui suis né après-guerre, et dans une région, l'Alsace, que les nazis avait annexée, j'éprouve une profonde admiration pour tous ceux qui ont trouvé la force et le courage de résister à l'occupant. Un demi siècle après, l'autorité que conserve notre pays auprès de bien des progressistes du monde, nous la devons notamment à ces hommes et à ces femmes qui ont su incarner la nation française quand sa classe dirigeante la trahissait honteusement.

Dans l'histoire de la Résistance, le sacrifice des patriotes de Choisel, en ces journées tragiques d'octobre 1941, a constitué un tournant. L'assassinat des otages devait aux yeux des nazis et de leurs collaborateurs, porter un coup fatal à la Résistance. C'est le contraire qui s'est produit.

J'ai visité, à titre personnel, la carrière des fusillés, il y a de nombreuses années. Jeune communiste, je voulais me rendre sur place, voir, me recueillir. Je reviens à présent pour participer à la commémoration... Oui, c'est un vrai honneur.

Qu'est-ce que vous suggèrent les multiples développements de la situation dans le monde au moment où nous allons célébrer le 52^e anniversaire des fusillades de Nantes et de Châteaubriant ?

F. Wurtz : Je dirais, s'il y a eu, durant notre siècle, une domination qui a pu paraître, en son temps invincible, c'est bien le nazisme. Or il a été vaincu. A la fois par la résistance de chacun des peuples et par leur action solidaire, internationalement.

Aujourd'hui, nous vivons heureusement une tout autre époque mais, que de peuples demeurent opprimés ! Le rapport des forces international est très favorable aux grandes puissances capitalistes et les rapports de domination structurent toutes les relations internationales. La majorité de l'humanité subit une atteinte permanente aux droits de l'homme les plus essentiels.

Et malgré cela, l'impensable vient de se produire au Proche-Orient après avoir eu lieu au pays de l'apartheid : des peuples qui combattent pour leurs droits fondamentaux et qui bénéficient de la solidarité internationale finissent par créer des situations intenablement à leurs oppresseurs, intérieurs ou étrangers. Naturellement, le contexte général dans lequel se produisent ces succès fait qu'ils coûtent aux peuples concernés d'immenses sacrifices et comportent de grandes incertitudes. Raison de plus pour faire grandir l'expression de notre solidarité.

La période de la Résistance a été un moment fort de lutte en commun de gens d'opinion ou de croyances très diverses pour défendre des valeurs d'indépendance nationale, de liberté, de justice et de paix. Cela n'est-il pas aujourd'hui encore d'une grande actualité ?

F. Wurtz : Si, bien sûr ! Ces valeurs, la plupart des Français les partagent, j'en suis convaincu. La principale force des puissants, c'est la division des faibles. L'espoir d'une perspective, d'une issue positive à la crise de notre société est lié au rapprochement, aux convergences, au dialogue, aux actions communes de toutes celles et de tous ceux qui se reconnaissent dans ces idées. Isolés, nous ne sommes que des victimes. Unis, nous sommes une force. Il n'y a pas d'alternative à l'union pour se défendre, pour changer la vie et le monde. Naturellement, il faut tirer les enseignements des échecs passés. En particulier de l'expérience d'une union commençant par un accord au sommet, entre dirigeants politiques. Les pressions des forces qui ont tout intérêt à conserver un système garantissant leurs privilèges sont considérables. Seul un peuple lui-même engagé dans la transformation de la société peut espérer en venir à bout. C'est tous ensemble, dans le peuple lui-même, que nous devons nous doter d'un projet politique, en même temps que nous nous défendons au jour le jour contre

les coups qui sont portés à nos droits.

Dans un tel contexte de dialogue politique « sur le terrain », dans l'action, entre toutes les composantes de notre société, qui aspirent à des changements progressistes, des coopérations entre forces politiques de progrès peuvent être fructueuses. Le Parti communiste français souhaite contribuer de son mieux à une telle perspective d'union d'un nouveau type.

Si vous aviez un message à adresser à la jeunesse en quelques mots, que leur diriez-vous ?

F. Wurtz : Soyez vous-même, n'acceptez pas d'étouffer vos aspirations ! Dites ce que vous avez sur le cœur sur ce que devraient être à vos yeux la vie, la société, le monde. Faites entendre vos exigences de justice, de dignité, d'égalité, de solidarité. C'est cela, la démocratie : les communistes sont totalement disponibles pour contribuer à faire vivre dans sa pluralité. « Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent » écrit Victor Hugo. Alors, vivons...



On reconnaît Guy MOCQUET, au dernier rang, cinquième en partant de la gauche.

Les fusillés de Châteaubriant

*Ils sont appuyés contre le ciel
Ils sont une trentaine appuyés contre le ciel
Avec toute la vie derrière eux
Ils sont pleins d'étonnement pour leur épaule
Qui est un monument d'amour
Ils n'ont pas de recommandations à se faire
Parce qu'ils ne se quitteront jamais plus
L'un d'eux pense à un petit village
Où il allait à l'école
Un autre est assis à sa table
Et ses amis tiennent ses mains
Ils ne sont déjà plus du pays dont ils rêvent
Ils sont bien au-dessus de ces hommes
Qui les regardent mourir
Il y a entre eux la différence du martyr
Parce que le vent est passé là ils chantent
Et leur seul regret est que ceux
Qui vont les tuer n'entendent pas
Le bruit énorme des paroles
Ils sont exacts au rendez-vous
Ils sont même en avance sur les autres
Pourtant ils disent qu'ils ne sont pas des apôtres
Et que tout est simple
Et que la mort surtout est une chose simple
Puisque toute liberté se survit.*

René Guy CADOU

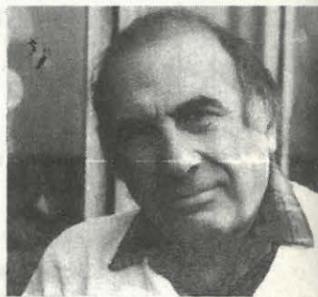
LA RESPONSABILITÉ DE PARTICIPER A UN HOMMAGE

Lorsque les responsables de Châteaubriant-Voves-Rouillé m'ont demandé, il y a quelques mois, si j'acceptais la responsabilité de l'évocation artistique au fusillés, le 17 octobre 1993, j'ai hésité, d'autant qu'ils souhaitent que l'hommage soit fait par rapport aux années cinquante.

Tant par conviction profonde que par responsabilité artistique, j'ai bien entendu fini par accepter.

Il y a une trentaine d'années, à cet hommage, dans la Carrière des fusillés, j'ai vu mille personnes, je commençais à peine à chanter les du Chant des Partisans, les autres chantaient pour écouter. Il me fallut un long moment pour surmonter mon émotion et pour chanter.

C'est en pensant à cet instant que j'ai pris la responsabilité pour un artiste de faire un tel hommage en un tel lieu. C'est ce que j'ai voulu dire dans mon film.



Jacques MIGNOT, le réalisateur

NOTES TOMBAIENT SOUS LES BALLES NAZIES DE NANTES, DU MONT-VALERIEN, DE SOUGES...



... de la droite, parmi ce groupe d'internes du camp de Choisel.

ABILITE POUR UN ARTISTE DE N TEL HOMMAGE EN UN TEL LIEU

... l'Amicale de
... ont demandé, il
... is de prendre la
... stique de l'hom-
... re prochain, j'ai
... ent un renouvel-
... précédentes.
... que par exigence
... lement accepté.
... j'avais participé
... Je me souvien-
... où, devant cinq
... à dire les paro-
... gens se levèrent
... g moment pour
... rsuivre.
... t que je ressens
... de participer à
... r, le 20 juin der-

... nier, il y eu, à Chateaubriant, l'inauguration du
Boulevard Fernand Grenier. Le matin, en plein
air, il y eu l'inauguration de la plaque, puis l'Har-
monie Municipale joua, sur un rythme lent, le
Chant des Partisans. Je retrouvais alors la même
émotion que trente ans auparavant. Il y eut ensuite
un repas auquel participaient les anciens des
camps de Chateaubriant-Voves-Rouillé, et les
familles des fusillés. Comme pour lancer un défi
à la mort et aux bourreaux, beaucoup d'entre les
convives tinrent à chanter. L'ambiance fut excep-
tionnelle. L'idée m'est donc venu de rendre hom-
mage aux fusillés de Chateaubriant et à travers
eux à tous les martyrs de la dernière guerre par
le thème « Histoire et Chanson », d'autant qu'une
phrase de la lettre que Claude Lalet, étudiant de
21 ans, adressa à ses parents avant d'être fusillé
« Gardons nos rires et nos chants », ne pouvait
que me conforter dans cette idée.

Je proposais donc à Mouloudji de participer
à cette évocation musicale et dialoguée. S'il en
est un qui, pour chacun d'entre nous, représente,
dans ce qu'elle a de poésie, d'amour, de tendresse
et de populaire et d'exigence, la chanson fran-
çaise, c'est Mouloudji. J'ai aussi tenu à faire appel
à des artistes-interprètes pour tenter de rendre
hommage, cette année, à tous ceux qui donnè-
rent leur vie pour la liberté, à travers l'émotion,
la chanson, le rappel historique d'un passé dont
nous ne voulons plus.

Jacques MIGNOT

... r de l'évocation.

EPOQUE TOUJOURS VIVANTE EN MA MEMOIRE

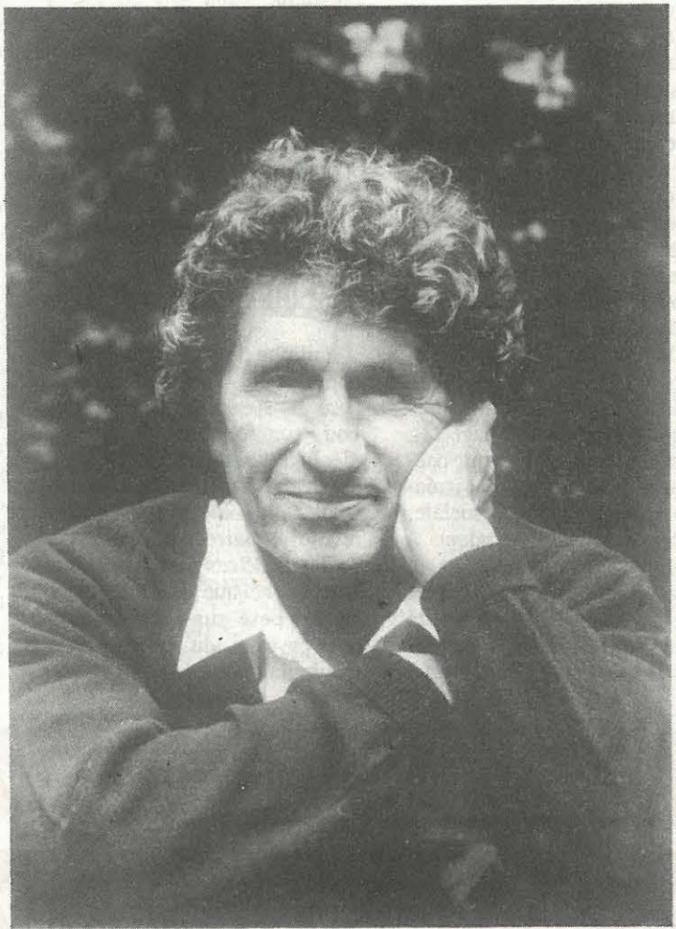
*« J'ai connu cete épo-
que avec son cortège de
souffrances, de privations,
de sang et de larmes. Elle
est toujours vivante en ma
mémoire.*

*Moi qui chante l'amour
et la vie, je suis très sen-
sible à l'invitation qui m'a
été faite par les anciens
des camps, de venir à
Châteaubriant pour ren-
dre hommage à tous les
martyrs.*

*Ces hommes aimaient
chanter, aimaient rire,
aimaient la vie. Ils vou-
laient vivre libres, c'est
pourquoi on les a tués.*

*Mon fils qui n'a pas
connu la guerre, viendra
chanter avec moi « Nuits
et Brouillard » avec toute
l'émotion de la jeunesse
en ce lieu tragique ».*

MOULOU DJI



DES TRANSPORTS POUR SE RENDRE A CHATEAUBRIANT

INSCRIPTIONS pour le 13 octobre 1993 dernier délai

NANTES :

12 heures 30, place du Commerce, se faire ins-
crire chez Lucette CROSSOUARD, 18 rue Dufy
NANTES, tél. 40.46.90.93.

Pour les personnes désirant prendre leur repas
dans les environs de Chateaubriant (transport et
repas compris 130 francs), téléphoner à M.
RUBELLI Léon au 40.93.53.99.

POUR LA REGION NAZAIRIENNE:

Transport et repas compris : 130 F.

POUR LA BRIERE :

Départ de St Lyphard, Herbignac, La Chapelle
des Marais, Camerun, St Joachim, St Malo de
Guersac, Pontchâteau, Montoir-de-Bretagne.
Téléphoner à M. COLENO Henri au
40.88.54.90.

**POUR PORNIC - ST BREVIN -
PAIMBOEUF**

Téléphoner à M. GUIBERT Raymond au
40.82.15.14.

**POUR LE CROISIC, LE POULI-
GUEN, LA BAULE, PORNICHET, ST
MARC-SUR-MER**

Téléphoner chez M. DEMESLAY Maurice au
40.61.22.02. M. LEPAPE Louis au 40.23.00.81.

POUR SAINT-NAZAIRE

Inscriptions à la MAISON DU PEUPLE, 2^e
étage tous les mercredis et vendredi de 14 heu-
res à 16 heures.

Départs : Pertuschaud 8 h 15, Maison du Peu-
ple 9 h 10.

Pour couvrir le frais de la cérémo-
nie, le Comité Départemental du
souvenir de Châteaubriant-Nantes
collectera sur la voie publique les 8,
9 et 10 octobre 1993.

Faites bon accueil à ses
souscripteurs.

Vous pouvez également faire par-
venir vos dons à la Fédération du
PCF CCP Gilles Bontemps 4400-47
W Nantes, en mentionnant « com-
mémoration de Châteaubriant ».

Soljenitsyne en Vendée Plus chouan...

Avec, sur ses talons, Philippe de Villiers, l'écrivain russe Alexandre Soljenitsyne a fait étape en Vendée. Après avoir assisté, avec 13 000 autres spectateurs, au son et lumière du Puy-du-Fou, il a inauguré le mémorial des Lucs-sur-Boulogne, en souvenir de ceux qui s'opposèrent, armes à la main, à l'instauration de la République française, et qui donnèrent leur vie à cette cause perdue.

Après dix-huit ans passés aux États-Unis, l'émigré s'appête à retourner en Russie. Son chemin de retour, dit-il, devait passer par la France des chouans qu'exalte si fort Philippe de Villiers.

L'exilé n'a pas caché sa très ancienne sympathie pour la contre-révolution vendéenne et sa haine pour toutes les valeurs de la France républicaine. « Liberté, égalité, fraternité », a-t-il déclaré (voir « l'Humanité » du lundi 27 septembre page 12), ne sont qu'un slogan intrinsèquement contradictoire et irréalisable. Dans la vie sociale, liberté et égalité tendent à s'exclure mutuellement, sont antagoniques l'une et l'autre. Car la liberté détruit l'égalité sociale, c'est même là un des rôles de la liberté, tandis que

l'égalité restreint la liberté car, autrement, on ne saurait y atteindre ». C'est dire qu'au plan politique Soljenitsyne n'a pas caché son incapacité à imaginer le monde contemporain autrement que comme une jungle imperméable à toute « fraternité » où la liberté du « fort » consiste à étouffer le « faible ».

Le grand écrivain, auteur du « Pavillon des cancéreux » et de « l'Archipel du goulag », prix Nobel de littérature en 1970, qui n'aurait certes jamais dû subir les persécutions auxquelles il fut en butte dans l'ex-URSS, a révélé au cours de son passage en Vendée le caractère profondément réactionnaire de ses prises de parti politiques.

Arnaud SPIRE

Un livre de Louis Oury

Philippe de Villiers avait fait, depuis déjà quelques années, avec le spectacle du Puy-du-Fou, son fonds de commerce idéologique. La guerre civile en Vendée, à l'occasion du bicentenaire du soulèvement contre-révolutionnaire, s'avère être l'objet de débats passionnés, tant le manichéisme a depuis deux siècles pesé sur l'insurrection des paysans du bocage que manipulait le clergé, lui-même

manipulé par la noblesse, rappelle d'emblée l'auteur des « Chapelets de Machecoul ». Rompant avec les démarches habituelles, Louis Oury, dans son ouvrage, nous livre sa vision originale de ces années sanglantes. Son travail a consisté « à chercher l'impact de la rébellion sur la vie familiale de ses aïeux (vendéens, NDLR) divisés à l'époque comme bon ombre de familles ».

Que reste-t-il de ces années dans la conscience collective ? « De cette osmose de l'Histoire et de ses légendes, en cette ultime décennie du II^e millénaire, des traces profondes demeurent dans les mémoires au fin fond des campagnes de l'Ouest », répond l'auteur, en révélant l'origine de quelques-uns de ces mythes - mélange de faits authentiques, de fantômes, de coutumes - « qui perpétuent hors des sentiers de l'histoire officielle le souvenir des acteurs de cette période tragique ». Telle la tradition, vivace depuis deux siècles, d'aller fleurir la « tombe à la fille ». La « fille », Marie Martin, patriote de dix-neuf ans, mutilée et suppliciée par les « Blancs », est pour tous la « Sainte Pataude ». Ses restes ensevelis au cœur d'une forêt profonde sont devenus objet de vénération et de pèlerinage pour les paralytiques.

Louis Oury : « les Chapelets de Machecoul ». Scandéditions, 246 pages, 110 francs.

Manifestation des élus contre le budget, le 23 octobre à Matignon

L'association nationale des élus communistes et républicains appelle à un large rassemblement contre la ponction opérée par le gouvernement Balladur dans le financement des collectivités territoriales. « Le gouvernement annonce en effet son intention de ponctionner les finances des collectivités territoriales de 4 à 5 milliards de francs dans le projet de loi des finances de 1994 » selon l'association.

Ces choix « s'inscrivent dans la logique de régression des

dépenses publiques imposées par les fameux « critères de convergence » du traité de Maastricht », ce qui provoquerait l'obligation pour les collectivités de recourir à une forte hausse de l'impôt local. L'ANECR appelle donc les élus, « les citoyens et les citoyennes des villes et des villages de France à se rassembler, à agir partout vigoureusement contre les choix du gouvernement et à manifester tous ensemble (...) auprès du Premier ministre, le samedi 23 octobre, à 14 h 30 à Matignon.

Mauvais élève !

Pendant le conflit national des dockers pour la défense de leur statut, le responsable nazairien du syndicat des dockers, Gilles Denigot, avait choisi une autre voie à celle de la lutte. Il constituait une société où dockers et employeurs de la manutention se sont associés. Les dockers détiennent 58 % du capital et les patrons 48 %.

Les éloges n'ont pas manqué : du secrétaire d'état à la mer de l'époque, Yves Le Drian, des patrons du port etc, et tout dernièrement de Jacques Chirac lui-même venu à St-Nazaire soutenir Garnier.

Le contrat signé, fixait un gain

de productivité de 35 %, le départ de 41 dockers et la réduction des équipes. Il a été atteint, nous dit-on. Mais qui en a profité ? les dockers ou les employeurs ? Gilles Denigot affirme que le revenu de 1991 a été maintenu. Et celui des patrons ?

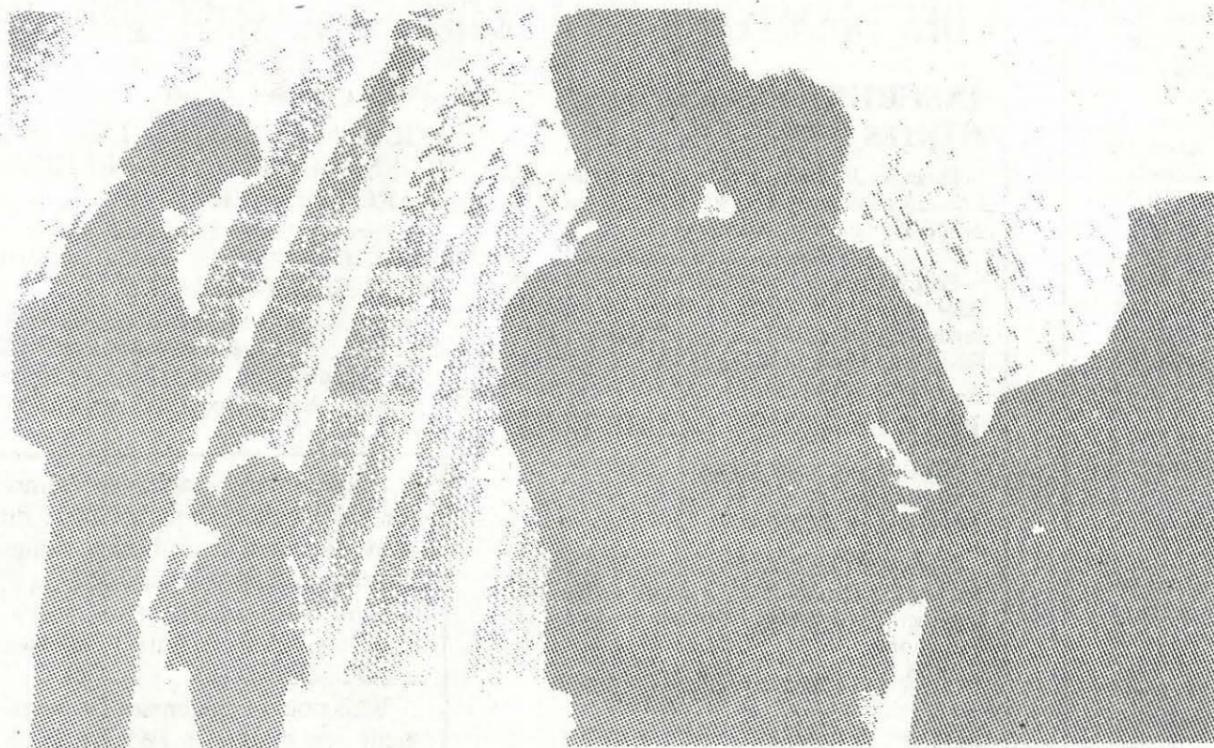
Toutefois, Denigot se plaint, aujourd'hui, des mesures d'accompagnement du « plan social » et s'en prend aux dockers des autres ports qui en luttant ont obtenu davantage.

« En France, dit-il, on récompense les mauvais élèves ».

Ce n'est pas joli-joli de s'attaquer à ses camarades de classe !

— Parce que la vie collective suscite

sans cesse des besoins nouveaux.



 groupe gifco

DES RÉPONSES

POUR LES

COLLECTIVITÉS

LE 28 SEPTEMBRE, A NANTES, ST NAZAIRE, CHATEAUBRIANT : PLUSIEURS MILLIERS DE MANIFESTANTS CONTRE LA LOI QUINQUENNALE

Dans les meetings la CGT a notamment déclaré :

Dans la période actuelle, nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui se sont rassemblés, ont agi souvent de façon unitaire pour exprimer le refus des décisions gouvernementales et patronales et porté en avant leurs exigences revendicatives et gagné à l'exemple des salariés de chez Saunier Duval qui ont imposé le retrait de la modulation des horaires.

La CGT s'adresse solennellement au monde du travail. Notre message est celui d'un syndicat qui entend être fidèle à sa raison d'être : « La défense des intérêts des travailleurs » ; Oui, nous l'affirmons avec force, il serait suicidaire de se résigner à subir les mesurs catastrophiques du plan Balladur et des patrons pour chacun d'entre nous et pour le Pays.

Il est nécessaire de s'unir, de lutter pour stopper les reculs sociaux, les remises en cause des acquis, garanties collectives.

Il est nécessaire de s'unir pour imposer de véritables négociations des revendications sociales, celles qui permettront de répondre aux besoins des hommes et des femmes du Pays.

Oui, il n'est rien de plus urgent que de construire un vaste et durable mouvement revendicatif dans le Pays.

C'est donc en pleine conscience des enjeux, en pleine lucidité des obstacles qui restent à surmonter pour parvenir à une véritable mise en mouvement des salariés, chômeurs, retraités, jeunes qui cherchent un emploi, que la CGT appelle à la réalisation de l'unité d'action.

Nous sommes décidés à saisir toutes possibilités de faire progresser l'unité d'action.

Sur un point où une revendication, dès lors que cela peut

faire grandir l'action et faire grandir la confiance.

Là encore, tout dépendra de la volonté des salariés de leur détermination à défendre telle ou telle revendication, que ceux-ci souhaitent voir défendre dans l'unité.

La CGT tient le langage de la transparence et de l'honnêteté. Nous resterons nous-même en défendant des positions communes et les positions de la CGT.

Oui, nous avons rendez-vous avec l'action, c'est le combat de l'avenir pour vivre dignement.

Chers Camarades, l'action est bien le seul recours, de plus en plus nombreux sont ceux qui mettent en cause la politique anti-sociale. Le rendez-vous d'aujourd'hui doit être le catalyseur d'un large front du refus. Cette journée du 28 est un incontestable levier pour poursuivre l'action. Nous voulons agir pour gagner, nous voulons agir non pas une fois de temps en temps, mais à l'inverse, construire un véritable processus d'action.

Après le 28 septembre, nous avons rendez-vous le 15 octobre avec Balladur.

Le 23 octobre, dans le cadre de l'action régionale que nous souhaitons unitaire pour la défense de l'emploi, de la protection sociale, de la retraite...

CHANTIERS ATLANTIQUE : LE 21^e CONGRÈS DU SYNDICAT UNE STRATÉGIE D'UNION ET DE DÉMOCRATIE

Le syndicat CGT des ouvriers des chantiers de l'Atlantique a tenu son 21^e congrès le 24 septembre. Un moment privilégié pour faire le point de l'activité pour discuter, pour dégager à la fois des orientations stratégiques et des pistes d'actions revendicatives.

Le 21^e congrès qui réunissait une soixantaine de travailleurs des Chantiers représentant tous les secteurs d'activité, a été un bon congrès.

Dans son rapport, le secrétaire René Magré, a tiré les enseignements de l'activité que le syndicat a déployé pendant les deux années qui viennent de s'écouler : Intéressant.

Le syndicat a progressé de 8 % aux élections professionnelles. Des luttes importantes se sont déroulées avec des résultats très encourageants. Le carnet de commandes a doublé en mars dernier. Un plan d'embauche de 300 jeunes de moins de 35 ans a été obtenu auquel il faut ajouter la formation de 60 apprentis. Les salaires ont effectué une belle remontée après le très dur conflit de la fin 1989. Des adhésions nouvelles (45) ont été enregistrées au syndicat.

Un bon bilan, constatait René Magré, qui démontre bien que l'action est nécessaire et prévoyante, et il proposait ensuite un certain nombre de pistes de réflexion. Sur le plan d'entreprise : la stratégie de la Direction et du Gouvernement,

les salaires, la réduction du temps de travail, la poursuite des initiatives pour des commandes.

Les débats ont permis de dégager les grands axes de l'activité et des orientations pour les deux années à venir. Un fil rouge pour la stratégie, L'UNION et la Démocratie, quant aux axes revendicatifs ?

- La bataille pour la défense de la navale devrait se poursuivre, puisque déjà une commande est nécessaire pour les Bureaux d'Etude.

- Après le mieux constaté, grâce à la lutte, les salaires sont aujourd'hui remis en cause par la Direction, et devrait faire l'objet d'une attention soutenue.

- La réduction du temps de travail à 35 heures devra être davantage mise en avant, à l'heure où il est question « d'annualisation ».

- Les embauches seront toujours au cœur des préoccupations des syndicats : « 300 embauches. C'est bien soulignait un délégué, mais n'oublions pas qu'il est prévu 600 départs ». Effectivement, la spirale du déclin n'est pas enrayée, et 300 embauches c'est largement insuffisant.

On le voit, du pain sur la planche attend la CGT des Chantiers. Et le congrès, conscient de la tâche à accomplir, s'est donné pour objectif de forger de nouveaux outils pour être plus opérationnel.

Un conseil syndical, réunissant les deux syndicats ouvriers et

UFICT pourrait se réunir une fois par trimestre. Deux commissions ont été mises sur pied, l'une pour les préretraités PRP, l'autre pour les jeunes.

D'autre part le congrès a élu un Comité Exécutif de 37 membres (dont 9 nouveaux), ceci à l'unanimité.

Le Comité Exécutif a élu le Bureau et le Secrétariat. René Magré reste le Secrétaire Général, assisté de Christian Duval Secrétaire général adjoint, chargé aussi de l'organisation. Alain Allorent à la politique financière et Roland Hoteltard à la politique revendicative.

Jean-Louis Fournier, Secrétaire Général de la Fédération des Métaux, concluait la journée en soulignant la qualité de la discussion et la nécessité de bien valoriser ce qui a été obtenu aux Chantiers de l'Atlantique. Il est revenu sur le plan Balladur et sur la nécessité de l'union face à l'offensive sans précédent, contre le monde du Travail.

La lutte se paie, devait-il conclure : « Si vous n'avez pas lutté, soyez bien persuadé que les chantiers n'existeraient plus aujourd'hui ».

Des propos que le congrès a compris comme un encouragement à poursuivre sans relâche l'action pour une grande industrie navale.

A cette occasion faites des affaires!

jusqu'au 23 octobre

Anniversaire

monsieur meuble

nous sommes bien ensemble!

Autoroute de Pornichet
SAINT NAZAIRE - OUEST

6000^{F*}_{TTC}

DE REPRISE MINIMUM DE VOTRE VEHICULE POUR L'ACHAT D'UNE "RENAULT 19" NEUVE, ESSENCE OU DIESEL



* Offre exceptionnelle réservée aux particuliers possesseurs de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

RENAULT ST-NAZAIRE

Voie express Pornichet **Tél. 40.70.35.07** **RENAULT**

LE MINISTRE DU LOGEMENT A NANTES

Le 27 septembre, DE CHARETTE, Ministre du logement était à Nantes. ←

Devant le Conseil Économique et social des Pays de la Loire, il a défendu son plan dit « du logement » dans la droite ligne de la politique du gouvernement.

Guy Texier au nom du Comité Régional CGT a fait la déclaration suivante :

« Monsieur le Ministre,
Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La tenue de cette Cession sur cette question d'importance qui est celle du logement, et pour ce qui concerne le groupe CGT, le droit pour tout être humain d'avoir un logement et pas seulement un toit, mais un logement confortable accessible à tous, est aussi marquée par la détérioration durable du Contexte économique et social qui frappe les salariés, les privés d'emplois, qui accentue l'exclusion et il faut bien le dire malheureusement la pauvreté.

Dans bon nombre de questions des grandes villes de la région, le poids du chômage, de la pauvreté a des conséquences désastreuses sur la vie dans ces grandes cités avec une détérioration croissante sur les rapports entre les gens.

Certes, le logement ne peut avoir pour vocation à régler tous les problèmes, mais il prend une place toujours plus grande dans la vie quotidienne de chacun, avec la question sous-jacente de l'aménagement urbain avec ses réseaux de services.

C'est à partir de cela que nous devons nous interroger et porter jugement sur le plan de relance, s'il est de nature à améliorer sensiblement la situation des usagers, et particulièrement celle des locataires H.L.M.

Plusieurs questions se posent :

- Les moyens décidés correspondent-ils aux besoins de la population ?
- Dans la situation d'aujourd'hui, diminuer le patrimoine locatif social, n'est-ce pas une erreur ?
- Enfin, de quelle relance s'agit-il et quelle implication de l'Etat ?

Toutes les organisations de locataires le déclarent, la situation du logement en France est du même niveau que celle de 1954, et la dernière décennie n'a pas contribué à améliorer cette situation et votre plan de relance, Monsieur le Ministre, se situe dans une aggravation de cette situa-

tion et n'apporte pas de réponse qui convienne.

A l'examen des listes d'attentes y compris dans notre région et particulièrement dans les grandes agglomérations, où nous atteignons des seuils critiques, la construction de 100.000 logements sociaux n'est pas du niveau nécessaire. D'autant plus que nous ne percevons pas bien avec quels moyens ces objectifs seront atteints.

Dans une période où se fait beaucoup de bruit sur les allègements fiscaux, nous craignons que là encore l'état demandera aux collectivités territoriales de boucher les trous avec les augmentations d'impôts qui en découleront.

Un quotidien national titrait récemment : l'Etat propose de diminuer de 5,00 F ses impôts pour en faire prélever 20,00 F par les collectivités territoriales qui subissent dans la plupart des cas une baisse importante de la taxe professionnelle avec les fermetures d'entreprises et le chômage.

En 1993 : la participation des entreprises était de 1 % pour le logement... Elle est passée à 0,72 %, puis, depuis un peu plus de 10 ans, à 0,45 %.

Ces financements en moins ont été supportés par les contribuables et les salariés au détriment du patrimoine logement.

Nous nous prononçons pour le retour au 1 % avec mutualisation pour un développement équitable du patrimoine immobilier.

Au moment où l'on reconnaît que les besoins de logements locatifs sont aujourd'hui plus grands qu'il y a encore plusieurs millions de demandes dans le pays à satisfaire, et en particulier parmi les familles qui ont le moins de facilité à accéder à la propriété, nous pensons que c'est une erreur de réduire le patrimoine locatif social en le vendant.

Sur ce point, pas de démagogie, il ne suffit pas de relancer le débat sur les locataires qui veulent devenir propriétaire, sans avoir le souci essentiel de leur don-

ner les moyens de devenir propriétaire et de dégager des moyens financiers supplémentaires.

La vente d'une partie des logements locatifs H.L.M. ne saurait être un substitut à la recherche du financement de nouveaux logements.

En fait, il s'agit bien là d'une politique qui consiste à vendre les murs pour acheter des meubles.

Le désengagement de l'Etat est un fait : entre 1984 et aujourd'hui, les dépenses en faveur du logement inscrites au budget se sont élevées en moyenne à 1 %, chaque année, alors que dans le même temps, les prix s'élevaient de près de 4 % et la richesse nationale de près de 8 %.

Dans le même temps, l'Etat a accru les prélèvements fiscaux (T.V.A. - Impôts immobiliers).

Alors que l'Etat redistribue par le budget de l'ordre de 50 milliards de Francs d'aides chaque année, il prélève près de 100 milliards dont 52 au seul titre de la T.V.A. sur la construction et l'amélioration des logements.

Cela a évidemment plusieurs conséquences.

Le niveau annuel de la construction est insuffisant. On estime les besoins annuels en logements à 350.000 unités au minimum. Le niveau de la construction se situe au-dessous de 300.000 unités.

Ainsi, le déficit en logement qui s'enfle depuis 15 ans est de l'ordre de deux années de construction va encore s'élever. La montée des exclusions (sans abri, hébergement, habitat précaire) exprime cela et confirme bien que l'insuffisance de l'offre de logement sanctionne avant tout les ménages qui connaissent le plus de difficultés.

L'accroissement général et régulier de la part du budget que les ménages, accédants ou locataires, consacrent au logement, a été souvent mis en avant. Elle résulte de l'érosion générale des systèmes d'aides et la baisse des revenus. Elle est telle que près de 20 % de l'ensemble des ménages supportent des charges de loyer ou de remboursement d'emprunts représentant plus de 30 % de l'ensemble de leurs revenus.

Les statistiques font apparaître que seuls 12,5 % des ménages peuvent se loger sans aide aux prix ou aux loyers du marché.

La réhabilitation du patrimoine H.L.M. est une nécessité absolue, elle ne vise pas seulement à l'Habitat lui-même, mais aussi nécessairement à son environnement, mais cela ne doit pas se traduire par des augmentations de loyers de 30 % et plus.

L'évolution de la quittance de loyer ne doit pas être un élément supplémentaire de la dégradation du pouvoir d'achat par les surprélèvements CSG et prélèvements sociaux et au bout du compte un accroissement du mal vivre.

Il y a d'autres solutions, notamment la réduction sensible de TVA sur les investissements locatifs sociaux, tout comme l'exonération de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour une durée suffisante.

L'Etat doit assurer le droit au logement à l'égard de chaque citoyen, il y a la responsabilité de la mise en œuvre de la politique du logement qu'il ne peut transférer sur les autres secteurs : qu'il s'agisse des collectivités locales ou des secteurs privés.

Une relance de la construction qui vise à la résorption de la crise du logement, ne peut alors reposer sur la seule initiative privée, sans aide de l'Etat :

d'abord parce que le niveau des taux d'intérêt et l'aggravation de la pression fiscale a largement découragé l'investissement privé,

ensuite, parce que la demande solvable est limitée et que les produits offerts doivent être aidés.

enfin, parce que presque tous les logements sont aidés, à la pierre, à la personne et/ou fiscalement.

Nous privilégions pour notre part l'aide à la pierre.

En revanche, l'Etat peut et cela est souhaitable si l'on veut une relance durable, s'appuyer sur l'épargne privée, populaire et par exemple, pour ne se limiter au financement du seul secteur locatif.

- en l'incitant à se placer sur le Livret A qui doit être nécessairement revalorisé,
- ou en favorisant son retour vers l'investissement immobilier.

Cela implique un coût budgétaire et il faut donc surtout, et vite, que l'Etat se réengage dans le secteur du logement.

Cela aurait comme conséquence heureuse de développer l'emploi dans un secteur professionnel fortement déprimé ».

- NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE -
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX



TRAVAUX PUBLICS

devin o lemarchand

Assainissement
Travaux souterrains
Fonçage - Adduction d'eau
Transport et distribution Gaz
Génie Civil

Travaux Maritimes
Réservoirs - Châteaux d'eau
V.R.D.
Installations de pompage

Z.I. LA BERANGERAIS - 5, RUE DE LA CATALOGNE 44240 LA CHAPPELLE SUR ERDRE Tél. 40.77.89.89 - Télécopie 40.77.80.48